



Avignon, le 31 mars 2008

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Demande d'autorisation d'exploiter une usine de production de résines pour les peintures industrielles.

PETITIONNAIRE : Société CRAY VALLEY - 145 avenue des Frères Lumières - 84701 SORGUES.

REFERENCE : Transmission de la Préfecture de Vaucluse - Direction des Relations avec les Collectivités Locales et de l'Environnement - Bureau de l'Environnement et des Affaires Foncières - par bordereau en date du 17 décembre 2007 (résultats de l'enquête publique).

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Résumé : Le 6 juin 2007, la Société CRAY VALLEY dont le siège social est situé à La DEFENSE 12 place de l'Iris (92062 PARIS) a déposé auprès de Monsieur le Préfet de Vaucluse un dossier de demande en vue d'être autorisée à poursuivre et augmenter les activités de son usine de production de résines pour les peintures industrielles située sur la commune de SORGUES 145 avenue des Frères Lumières. Cette demande a fait l'objet d'une procédure d'enquête publique et a été soumise à la consultation des services de l'Etat.

Le dossier technique remis par l'exploitant décrit les mesures qui seront mises en place par celui-ci pour prévenir les pollutions et les risques pouvant résulter du fonctionnement des installations (pollution des eaux, rejets atmosphériques et risques incendie et d'explosion). Le commissaire enquêteur a donné un avis favorable à cette demande et les remarques formulées lors de la consultation ont été prises en compte dans le projet d'arrêté préfectoral. Dans le rapport présenté ci-dessous, l'inspection des installations classées propose d'autoriser la société CRAY VALLEY à exploiter le site susvisé sous réserve du respect des prescriptions annexées à cet arrêté qui doit être soumis à l'avis du CODERST.

1. PRESENTATION DU DOSSIER DU DEMANDEUR

1.1. Identité du demandeur, capacités techniques et financières.

La Société CRAY VALLEY dont le siège social est situé à La DEFENSE 12 place de l'Iris (92062 PARIS) a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 30 octobre 1991 à exploiter une usine de production de résines pour les peintures industrielles sur la commune de SORGUES 145 avenue des Frères Lumières.

Le 26 avril 2005, l'exploitant avait déposé un premier dossier demande en vue d'être autorisé à poursuivre et augmenter les activités de ce site.

Dans son rapport en date du 7 juin 2005, l'inspection des installations classées avait déclaré ce dossier irrecevable en demandant à l'exploitant de fournir un certain nombre de compléments

Par bordereau en date du 6 juin 2007, la préfecture de Vaucluse a transmis à l'inspection des installations classées le nouveau dossier d'autorisation complété par l'exploitant.

Le groupe CRAY VALLEY possède 5 usines en France et 47 dans le monde.

Il regroupe les activités de fabrication et de ventes des résines du groupe Total S.A. Il emploie près de 4 000 personnes dans le monde et a réalisé un chiffre d'affaire de 2 milliards d'euros en 2005.

Ses principales positions sur le marché mondial sont les suivantes :

- n°1 des gelcoats,
- n°2 des polyesters insaturés et des résines photoréticulables,
- n°3 des résines d'hydrocarbures.

L'établissement de SORGUES produit environ 4000 tonnes de résines par an utilisées comme liants dans la préparation des peintures et des vernis. La fabrication se répartit en quatre lignes de produits :

- ♦ des résines alkydes et alkydes modifiées,
- ♦ des résines polyesters saturées (peintures et vernis de protection du bois, adhésifs, etc),
- ♦ des résines diverses notamment esters d'époxy,
- ♦ des résines pour vernis électrotechniques (vernis pour enrobage de rotor de moteur etc....).

1.2. Le site d'implantation (caractéristiques, plans) :

Le site de Sorgues s'étend sur une superficie de 19 420 m² au sein de la zone industrielle du Fournale, le long de l'autoroute A7, au nord de la commune de Sorgues.

Cette implantation correspond aux parcelles cadastrales suivantes :

- implantation de l'usine : section AW parcelle 2,
- terrain au nord du site : section AW parcelle 23.

L'environnement immédiat du site est composé de 5 maisons individuelles dans un rayon de 200 mètres, de plusieurs établissements industriels tels que SURGELES PICARD, PROLOG (plate-forme logistique) dans un rayon de 100 mètres. Les sites EURENCO (stockage de produits toxiques et explosifs) et CAPL (stockage de produits agropharmaceutiques) sont situés dans un rayon de 4 km.

Les zones de production comprennent :

- un atelier de production,
- un atelier de dilution,
- des cuves de stockages de solvants enterrées,
- une aire de dépotage associée,
- une zone de stockage des matières premières et des produits finis,
- une station de traitement des effluents,
- une zone de stockage des déchets,
- une zone de stockage des peroxydes,
- une station de production et de stockage d'azote,
- un laboratoire et des services administratifs.

1.3. Maîtrise foncière

Les terrains sont la propriété de CRAY VALLEY.

1.4. Raisons ayant motivé la demande et nature des modification

A la suite d'une augmentation de volume de ventes liée à la fusion avec la société SICAP, la société CRAY VALLEY souhaite augmenter sa production annuelle de résines de 4000 à 6500 tonnes. Cette augmentation n'entraînera pas de modification des installations actuelles ou de la nature des produits présents sur le site. Seules les quantités de produits finis stockés passeront de 500 à 1240 m³ sans extension des zones géographiques de stockage actuelles.

Toutefois, le volume de l'augmentation nécessite de soumettre la nouvelle demande à la procédure d'enquête publique.

Les activités exercées sur le site sont classées au titre de la nomenclature des installations classées suivant le tableau ci-dessous :

Rubrique	Désignation des activités	Situation actuelle		Situation future		Rayon d'affichage (km)
		Paramètres	Régime	Paramètres	Régime	
1171-2-b	Dangereux pour l'environnement (fabrication industrielle de substances ou préparations) 2. Cas des substances toxiques pour les organismes aquatiques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) inférieure à 500 t	12 t		12 t	A	2
1432-2-a	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430. a) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³	Solvants en réservoirs enfouis : 7x40 m ³ MP et PF en fûts et conteneurs maxi 200 l, soit 500 m ³ Cuve de fuel : 1 m ³ Total = 556,2 m³, équivalents	A	1 250 m ³ équivalents Augmentation des PF conditionnés stockés (+700 m ³)	A	2
1433-B-a	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de). B. Autres installations. Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables susceptible d'être présente est : a) supérieure à 10 t	Réacteurs / dilueurs : Quantité maxi : 20 m ³ (bât. B) Quantité maxi : 77 m ³ (bât. C) Quantité maxi : 18 m ³ bât. D	A	Inchangé	A	2

Rubrique	Désignation des activités	Situation actuelle		Situation future		Rayon d'affichage (km)
		Paramètres	Régime	Paramètres	Régime	
2660-1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération)	16 t/jour	A	23 t/j	A	1
2915-1-a	<p>Chauffage (procédé de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles</p> <p>1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides. Si la quantité totale des fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est :</p> <p>a) supérieure à 1 000 l</p>	2 000 l	D	Pas de changement d'installation	A	1
1131-2-c	<p>Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations).</p> <p>2. substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>c) supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	<p>Emploi de substances et préparations liquides : maxi 2 t/j</p> <p>Stockage de substances et préparations liquides : maxi 5 t</p>	D	Rubrique inchangée	D	/
1173-3	<p>Dangereux pour l'environnement, toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t</p>	106 t (66 t de MP + 40 t de PF)	D	106 t	D	/

Rubrique	Désignation des activités	Situation actuelle		Situation future		Rayon d'affichage (km)
		Paramètres	Régime	Paramètres	Régime	
1212	<p>Peroxydes organiques (emploi et stockage de)</p> <p>4. Peroxydes organiques et préparations en contenant du groupe de risques Gr2 :</p> <p>b) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 25 kg mais inférieure ou égale à 1 500 kg</p>	300 kg de peroxydes classés Gr2	D	500 kg de peroxydes classés Gr2	D	/
2662-b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume total stocké de 60 m ³ Produits finis non inflammables	D	Volume total stocké de 100 m ³	D	
2910-A-2	<p>Combustion</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.</p>	<p>2 chaudières (bât B et D) fluide thermique au gaz naturel Total : 1,75 MW</p> <p>1 chaudière bât C vapeur au gaz naturel de 0,34 MW</p> <p>Puissance thermique totale : 2,09 MW</p>	D	Inchangée	D	/

Rubrique	Désignation des activités	Situation actuelle		Situation future		Rayon d'affichage (km)
		Paramètres	Régime	Paramètres	Régime	
2921-1-b	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) 1. Lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé ». b) la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2 000 kW.			302 kW	D	/
1172	Dangereux pour l'environnement, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t.	2 t		5 t	NC	/

A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

1.5. Les impacts résultant de l'existence et du fonctionnement du site et les moyens de prévention

1.5.1. Impact pour les eaux superficielles et souterraines et mesures compensatoires

1.5.1.1 Eaux pluviales

Les parcelles concernées par l'opération ont une superficie de 19 420 m².

Les eaux pluviales de voiries sont susceptibles d'être souillées.

Conformément aux prescriptions techniques applicables de la rubrique 5.3.0 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993, les eaux pluviales du site doivent transiter par un bassin d'une capacité suffisante pour pouvoir retenir, a minima, les eaux de précipitations décennales pendant 1 h, soit compte tenu des surfaces en jeu, un volume égal au minimum à 105,6 m³ pour une pluie décennale équivalant à 130 mm.

Le bassin existant de 200 m³ permet donc de répondre à ces exigences.

La qualité de ces eaux ainsi collectées sont contrôlées par analyse avant rejet au réseau de collecte des eaux pluviales de la zone industrielle et devra être dépasser les valeurs seuils mentionnées ci-dessous pour les paramètres mesurés :

Température < 30°
5,5 < pH < 8,5
MES < 35 mg/l
DBO₅ < 25 mg/l

DCO < 125 mg/l

Hydrocarbures totaux < 10 mg/l

Dans le cas d'un constat de pollution, une procédure de récupération de la première vague dans le bassin de 60 m³ mentionné ci-dessous est mise en place. Cette opération est renouvelée jusqu'à l'obtention d'une qualité du rejet conforme aux valeurs seuils de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Elle continuera d'être appliquée lors de l'augmentation de la production.

1.5.1.2. Eaux sanitaires

Les eaux vannes proviennent des usages sanitaires classiques. Elles sont évacuées par le réseau d'assainissement communal.

1.5.1.3. Eaux résiduelles industrielles (eaux de procédés)

Les effluents industriels sont composés des eaux issues du procédé (eaux d'estérification), des purges des pompes à anneau liquide, des eaux de lavage des réacteurs, des eaux de purge des chaudières. Les eaux d'estérification et les purges des pompes à anneau liquide sont éliminées dans une installation agréée. Les eaux de lavage et les purges des chaudières sont collectés par des caniveaux et un réseau enterré et sont dirigés vers la station de prétraitement des eaux usées puis dirigées après prétraitement vers la station d'épuration de Sorgues, via le réseau communal d'assainissement.

Le prétraitement des effluents liquides se fait par :

- un décanteur de 8 m³ permettant de recueillir les eaux industrielles,
- un bassin tampon de 60 m³ pour recueillir les eaux du décanteur.

Ces eaux sont ensuite pompées dans une cuve de 15 m³ où elles sont neutralisées puis filtrées et rejetées en discontinu par batch de 5 m³ après contrôle de la qualité de l'effluent vers la station d'épuration communale avec laquelle la société a une convention de raccordement.

L'arrêté du 2 février 1998 relatif aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement fixe les valeurs limites de concentration à imposer à l'effluent à la sortie de l'établissement avant raccordement à une station d'épuration urbaine pour les paramètres suivants :

MEST : 600 mg/l

DBO₅ : 800 mg/l

DCO : 2000 mg/l

Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l

Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l

Toutefois, l'arrêté susvisé précise que " l'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration supérieures si l'étude d'impact démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et la cas échéant économique que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis à vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration urbaine et de protection de l'environnement.

En 2005, CRAY VALLEY a rejeté 1 318 m³ d'effluents industriels. Pour une production annuelle de 6 500 tonnes, ceux-ci sont estimés à 2 300 m³ soit une augmentation de 0,3 à 0,5 % de la charge annuelle de la station d'épuration de la commune de SORGUES.

En outre, l'exploitant a fait réaliser une étude de "traitabilité" des effluents issus du site CRAY VALLEY qui démontrent que ceux-ci n'ont pas d'impact significatif sur le fonctionnement de la station.

En conséquence, le projet fixe les valeurs limites suivantes à ne pas dépasser pour les effluents industriels aqueux en concentration et en flux :

Débit maximum	Moyen journalier : 6 m³/j
----------------------	---

Paramètre		Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
pH	5,5 à 8,5 < 30 ° C		
Température			
DBO ₅		4000	30
DCO		10000	72
MES		600	3,6
Azote kjeldahl (NTK)		150	1,5
Phosphore total		50	0,3
Hydrocarbures totaux ¹		10	0,06
Indice phénols ²		0,3	0,0018
Composés organiques halogénés (en AOX) ³		1	0,006

1.5.2. Impact des effluents atmosphériques et mesures compensatoires

L'impact du site sur l'air est lié aux rejets provenant des installations suivantes :

- l'extraction d'atelier ,
- les tours de lavage,
- l'extraction des poussières,
- l'extraction filtre (rejets COV au niveau du bâtiment C),
- les cheminées des chaudières.

1.5.2.1. Rejets des chaudières

Trois chaudières sont présentes sur le site :

- deux destinées à chauffer le fluide caloporteur des réacteurs dont les puissances respectives sont 1,075 MW et 0,68 MW soit au total 1,75 MW,
- une chaudière de puissance 0,34 MW pour la production de vapeur, destinée au chauffage des dilueuses,

La puissance totale de l'installation est donc de 2,09 MW.

Les dernières mesures en sortie de la cheminée de la chaudière du bâtiment B d'une puissance de 1,075 MW sont présentées ci-après :

	Concentration			
	Poussières (mg/Nm ³)	NOx (mg Nox/Nm ³)	SO ₂ (mg/Nm ³)	CO (mg/Nm ³)
Chaudières	1,9	89	2	21
Valeur réglementaire	5	150	35	-

Les rejets sont conformes aux valeurs réglementaires.

1.5.2.2. Rejets en poussières des autres rejets canalisés

Les poussières peuvent être générées par la mise en œuvre des matières premières solides. Celles-ci sont introduites dans les réacteurs par une vis sans fin munie d'un système d'aspiration.

Les mesures de poussières réalisées sont présentées dans le tableau ci-après. Il est rappelé qu'il n'y a pas de chargement de poudres dans le bâtiment C (la valeur indiquée est la concentration maximale mesurée).

Localisation	Nb de conduits	Type d'émissaire	Concentration (mg/Nm ³)	Valeur réglementaire
Bâtiments B et D	2 (B1 et D1)	Laveurs	17	40
Bâtiment B	1 (B2)	Anneau de Pouyès	1,1	
Bâtiment B	1 (B3)	Extracteurs air ambiant	0,06	
Bâtiment D	2(D3,D4)		0,03	

Les rejets en poussières sont donc conformes aux valeurs réglementaires.

L'augmentation de la capacité de production du site n'est pas supposée modifier la nature et les proportions des matières premières solides.

1.5.2.3. Rejets en COV

De part son activité, les composés organiques volatils (COV) sont les principales émissions atmosphériques produites par le site. Les mesures de COV non méthaniques sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Localisation	Nb conduits	Type d'émissaire	Concentration (mgC/Nm ³)	Flux (kg/h)	Origine de la valeur
Bâtiment B	1 (B1)	Laveur	20 873	1,81	Mesure de IRH en juin 2006 sur le laveur du bâtiment B pendant la phase de réaction
Bâtiment C	1 C1)	Laveur	18 550	1,61	Mesure de GUIGUES 2001 sur le laveur du bâtiment C pendant les phases de transfert-dilution
Bâtiment C	1(C2)	Hotte de filtration	496	3,78	Mesure IRH 2006 sur la hotte de filtration du bâtiment C

Bâtiment B	1(B3)	Extraction air ambiant	16	0,06	Mesure IRH 2006 sur l'extracteur d'air du bâtiment B
------------	-------	------------------------	----	------	--

Les événements des cuves enterrées ont émis 91 kg de COV totaux en 2005.

Aucune valeur limite n'est donnée dans l'arrêté préfectoral du 30 octobre 1991 concernant les émissions en COV. Cependant, l'arrêté du 2 février 1998 impose des prescriptions particulières aux installations dont le flux horaire total de COV non méthaniques dépasse 2 kg/h.

Dans la configuration actuelle de production du site, les mesures ci-dessus font apparaître que le flux horaire de COV produit par le fonctionnement des installations est proche de 2 kg/h. Lorsque l'augmentation de production aura été réalisée, ce flux horaire est susceptible de dépasser ce seuil.

L'exploitant doit mettre en œuvre des aménagements dans l'étape de filtration pour limiter les rejets atmosphériques (démantèlement des filtres presses) et les recherches de CRAY VALLEY s'orientent vers la conception de résines à haut extrait sec (diminution de la quantité de solvant dans les résines), ce qui conduira à une réduction des émissions de COV dans l'air.

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport fixe un seuil limite de flux pour l'ensemble des rejets de COV non méthaniques du site de 2 kg/h et impose à l'exploitant de remettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la publication du nouvel arrêté d'autorisation une étude comprenant :

- une quantification précise des rejets en COV non méthaniques, canalisés et diffus du site. Ces résultats devront être présentés avec un calcul d'incertitude,
- les moyens à mettre en œuvre pour réduire les émissions, sur la base des meilleures technologies disponibles,
- un échéancier des travaux à réaliser.

1.5.3. Impact visuel

L'augmentation de production faisant l'objet de la présente demande n'a pas d'incidence sur l'impact visuel du site puisqu'elle n'est accompagnée d'aucune modification des bâtiments. Ceux-ci sont conformes aux exigences du règlement du POS.

1.5.4. Impact sur les déchets

Une étude déchets a été réalisée sur le site de SORGUES.

Le tableau ci-après récapitule les déchets éliminés en 2004 et 2005.

Déchets	Code	Tonnage 2004	Tonnage 2005	Eliminateurs	Fillières
Eaux d'estérification	070701	115,5	109,38	Tredi Salaise	Incineration avec récupération d'énergie
				TTC MALO Orange	
Résines rebutées	070708	6,4	81,44	Tredi Salaise	Incineration avec récupération d'énergie
				TTC MALO Orange	Regénération

Matières premières périmées	160508	0	2,535	Tredi Salaise	Incinération avec récupération d'énergie
Xylène azéotropique	070708	0	39,509	SOLAMAT Merex Rognac _TTC MALO Orange	Incinération avec récupération d'énergie
Fluide thermique	130310	3	4,101	TTC MALO Orange	Incinération avec récupération d'énergie
Déchets	Code	Tonnage 2004	Tonnage 2005	Eliminateurs	Filières
Emballages souillés + filtres et papiers filtres	150110	32,08	34,2	Tredi Salaise	Incinération avec récupération d'énergie
Boues de décantation	190813	28,6	5,36	Tredi Salaise	Incinération avec récupération d'énergie
Fûts métalliques	150110	37,3	24,36	Blagden Packaging _Ateliers Vilatte _REM	Valorisation/recyclage
Palettes	150103	380	0	Valfibois _Fereng	Valorisation/recyclage
Containers	150110	0	1,7	TTC MALO Orange	Prétraitement

Les déchets sont éliminés conformément à la réglementation dans des installations spécialisées dûment autorisées.

Un certain nombre de déchets non dangereux (DIB) et de déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD) sont triés pour récupération :

- les cartouches d'encre et toners,
- les tubes néons,
- la ferraille,
- les palettes.

Toutes les résines hors normes et solvants usés qui peuvent, à un moment ou à un autre, être réintroduits dans un procédé de fabrication, font l'objet d'un recyclage en interne.

Le stockage des déchets a été couvert et aménagé sur une zone bétonnée étanche.

La qualité des déchets produits ne va pas être modifiée lors de l'augmentation de la production, celle-ci concernant la même typologie de résines.

En termes quantitatif, l'évolution se fera proportionnellement à l'augmentation de la production pour la majorité des déchets, sauf pour ceux qui sont éliminés de manière occasionnelle, comme le fluide caloporteur par exemple.

Compte tenu du mode de gestion des déchets (stockage approprié et filières bien identifiées et agréées conformément à la réglementation en vigueur), l'augmentation de la production n'aura pas d'impact significatif sur la production des déchets.

Les stocks de déchets notamment ne seront pas accrus mais la fréquence des enlèvements sera plus importante.

1.5.5. Impact du au bruit

Afin d'évaluer le niveau sonore résiduel du site (sans l'impact de l'usine) des mesures de bruit ont été réalisées de jour et de nuit du 12 au 13 janvier 2002.

Ces mesures font apparaître des valeurs inférieures aux seuils réglementaires, en limite de propriété et au niveau des zones à émergences réglementées.

Bien que dans la nouvelle configuration seules les cadences seront augmentées (pas de modification du nombre d'heures), une nouvelle étude de niveau sonore sera réalisée après la mise en activité des nouvelles capacités de production et au plus tard avant la fin de l'année 2008.

1.5.6. Impact sur le trafic routier

Compte tenu de l'implantation de l'établissement dans une zone industrielle, la part du trafic routier liée aux activités de CRAY VALLEY est faible (4 passages de poids lourds et véhicules de messagerie, 40 mouvements de véhicules légers).

En comparaison du trafic moyen journalier mesuré sur la départementale 183 (5403 véhicules/jours) ou l'autoroute A7 (49 678 véhicules jours), le flux généré par le site CRAY VALLEY est donc très faible.

L'augmentation de production ne va générer que 4 mouvements de poids lourds supplémentaires par jour.

1.6. Risques et moyens de prévention

1.6.1. Impact sur la santé

L'évaluation des risques sanitaires fait apparaître que les principaux impacts du site à prendre en compte sont les émissions atmosphériques canalisées.

Les risques sanitaires liés aux émissions atmosphériques ont été évalués quantitativement sur la base du bilan matière du site et des différentes campagnes de mesures réalisées.

L'étude a considéré, de manière individualisée, les émissaires principaux à l'atmosphère (laveurs, hottes de filtration, extracteurs d'air ambiant, anneau de puyès, événements des cuves de stockage enterrées).

L'inhalation constitue la voie d'exposition principale pour les émissions atmosphériques du site.

Des récepteurs représentatifs ont été définis au voisinage du site (habitations, zones d'activités, etc.) et les isocontours des concentrations modélisées. Ces récepteurs sont représentatifs des concentrations maximales d'exposition au voisinage du site. Les scénarios d'exposition évalués font référence à une exposition dans un cadre résidentiel et dans un cadre professionnel.

Les impacts éventuels ont été évalués en termes d'indice de risque (IR) pour les substances à effet de seuil. Le site ne rejette pas de substances pour lesquelles les effets sans seuil sont quantifiables à ce jour selon les experts sanitaires.

L'étude indique que le récepteur le plus exposé (habitation au Sud du site) correspond à l'Indice de Risque (IR) 0,100, inférieur à la valeur de référence de 1. La dose est donc 10 fois plus faible que celle retenue pouvant avoir un impact sur la santé.

En conclusion, les niveaux de risque sur la santé calculés, y compris pour les personnes sensibles, et dès le premier niveau d'approche, sont inférieurs aux seuils de référence définis par les pouvoirs publics

sur la base des travaux d'experts sanitaires compétents tant au niveau national (Ministère de la Santé) qu'au niveau international (OMS, notamment).

Les résultats de calculs des risques sont synthétisés, pour les récepteurs les plus exposés de chaque type d'exposition, dans le tableau suivant :

TRACEURS	Indices de risque (IR) ENFANT et ADULTE		
	R7 Habitation Sud 1	R 12 A.S.S.E.R	R 13 Entrepôt Est
Type d'exposition	Résidentielle	Associative	Professionnelle
Oxydes d'azote (Nox)	0,008	0,001	0,003
Xylènes	0,061	0,006	0,040
Acétate de butyle	0,005	0,000	0,003
White Spirit ordinaire 1%	0,009	0,001	0,006
Solvant aromatique léger	0,007	0,001	0,005
White Spirit 17/18	0,006	0,001	0,004
Spirdane D 60	0,003	0,0003	0,002
Spirdane L1	0,001	0,0001	0,000
TOTAL	0,100	0,010	0,063
Valeur de référence	1		

Ces résultats montrent que pour les substances à effets de seuil, les indices de risque sont inférieurs à la valeur de référence quel que soit le récepteur. La somme des IR est également inférieure à 1.

L'évaluation sanitaire des risques conclut, que le site exploité par CRAY VALLEY n'est pas susceptible en mode de fonctionnement normal, d'exposer les populations environnantes à un risque significatif en terme de santé.

1.6.2. Etude des dangers (risques accidentels) et moyens de prévention mis en œuvre

1.6.2.1 Analyse des risques

L'analyse des risques liés aux produits, équipements et aux réactions chimiques réalisées sur le site montre que :

- parmi les matières présentes sur site, celles qui présentent les risques les plus notables sont le gaz naturel utilisé pour les chaufferies et les solvants utilisés pour les fabrications. Ces produits présentent des risques d'incendie et d'explosion en cas de fuite. Certains des autres produits présentent aussi un caractère dangereux pour l'environnement en cas de déversement dans le milieu naturel,
- les produits finis, dont la quantité stockée sera augmentée, sont des résines en solutions dans les solvants dont moins de 1% présentent la phrase de risque R 11 facilement inflammable,
- les opérations réalisées dans l'atelier de fabrication sont des polymérisations qui peuvent, en cas de dérive de la réaction, générer des montées en température. Les risques de ces fabrications sont là encore principalement des risques d'incendie et d'explosion en cas de fuite.

L'étude détaillée des risques montre que :

- seules les explosions de chaufferie, d'atelier par diffusion de vapeurs inflammables et d'explosion du plus gros équipement d'un atelier ainsi que les incendies de la zone produits finis impactent des zones dans lesquelles des personnes peuvent être présentes (bureau ou entrepôts des entreprises CEVI et PROLOG, autoroute A7 et RD 183),
- les autres scénarios génèrent des effets externes sans atteindre de bâtiment ou d'axe de circulation notable (avenue des Frères Lumières uniquement dont le trafic est limité),
- aucun des scénarios ne concerne des habitations. Pour les scénarios d'explosion, seules des zones d'effets irréversibles atteignent l'autoroute ou les bureaux des entreprises voisines.

L'ensemble des scénarios après mise en œuvre des barrières de prévention et de protection présente un niveau de criticité acceptable avec maintien des mesures en place ou de criticité acceptable sous réserve de la mise en place de moyens de maîtrise des risques efficaces.

L'exploitant a présenté dans le dossier de demande le plan d'action mentionné ci-dessous qui a été mise en œuvre sur le site à cette fin :

Sujet	Mesure	Date
Réseau azote	Soupape aval détente à envisager	2007
Réseau des effluents	Inspection du bassin ou réseau de collecte (béton)	2007
Inertage	Inertage des équipements pour toutes les phases du procédé	Juin 2007
Stockage des produits finis	Détection incendie par caméra IR avec alerte d'une société de gardiennage	Septembre 2007
Zone de stockage des déchets	Vérification du volume de la rétention Mise en place de moyen d'incendie sur la zone	2007
Réseau des eaux pluviales	Mise en place d'un clapet coupe-feu sur le réseau de collecte des fuites de liquides F	2007
Dépotage de liquides inflammables	Etude concernant le positionnement de la réserve d'émulseur et la protection de la zone de rétention pomperie et mise en œuvre des actions correctives.	2007
Atelier	Validation de l'option de protection des ateliers par de l'eau sans émulseurs	2007
	Validation des vitesses de transfert des liquides inflammables	Septembre 2007
	Mise en place d'un disque de rupture sur le C4	Mars 2007

Par ailleurs, le site CRAY VALLEY s'est engagé dans une démarche d'amélioration continue du niveau de sécurité en mettant en place un Système de Management de la Sécurité.

Tous les scénarios apparaissent comme admissibles à ce jour en tenant compte des mesures actuelles de prévention et de protection.

L'étude des effets dominos montre que l'ensemble des phénomènes d'extension d'un éventuel sinistre a fait l'objet de modélisations. Il n'apparaît pas d'effets aggravants en cas d'occurrence d'un sinistre survenant sur une des installations.

Les dispositions préventives générales sont prises en fonction des risques encourus. Elles concernent notamment le choix du matériel électrique (compatible avec les zones à risque d'explosion), l'instrumentation (sécurités, commandes d'urgence, soupapes), l'exploitation (équipes d'exploitation expérimentées, procédures d'exploitation), etc.

Des mesures préventives spécifiques à chaque type de risque identifié lors de l'analyse de risques du site ont été mises en place afin de réduire d'une part, l'occurrence des événements indésirables, et d'autre part, de réduire les conséquences possibles. Par exemple, les chaufferies sont équipées de détection de gaz avec coupure de l'alimentation afin de limiter une éventuelle fuite, les tuyauteries font l'objet d'un plan d'inspection adapté, etc.

L'organisation générale des méthodes d'intervention tant en hommes qu'en moyens matériels à mettre en œuvre en cas de feu, de fuite de gaz ou d'épandage de produit inflammable est décrite dans le Plan d'Opération Interne du site périodiquement testé.

Le site n'utilise pas de produits classés R 40. Le site utilise principalement des matières premières inflammables et quelques produits classés R 48 : "pouvant présenter des risques d'effets graves en cas d'exposition prolongée". Mais ces risques sont limités à l'utilisation de ces produits dans l'enceinte du site.

De plus, l'étude d'impact sanitaire montre que les risques sanitaires liés aux émissions atmosphériques du site ont été évalués quantitativement et que les niveaux de risque sur la santé sont inférieurs aux seuils de référence définis par les pouvoirs publics.

1.6.2.2. Moyens mis en œuvre pour la prévention des risques d'incendie

Le site est alimenté en eau incendie par le réseau communal d'incendie.

Les moyens internes fixes du site sont constitués par :

- un poteau incendie de 150 mm au centre du site (au Nord du parc à fûts de produits finis, ou au Sud des bâtiments de production, de débit 90 m³/h),
- 6 RIA (Robinetts Incendies Armés) de 40 mm, 1 RIA par bâtiment de production et 2 dans le bâtiment de stockage de matières premières solides,
- 2 lances fixes au niveau du parc de produits finis, avec :
 - 1 pré-mélangeur, 6 tuyaux de 70 (Ø 20 mm) et 1 tricoise dans un coffret situé contre le mur protection du poteau incendie intérieur,
 - 400 l de liquide émulseur de réserve, disposés contre le mur de protection du poteau incendie intérieur.
- Protection incendie du poste d'empotage et de dépotage.

Les zones à risques sont équipées d'alarmes incendie et explosimétrie

Le report de ces alarmes est effectué en salle de contrôle ou au local des gardiens.

Le détail des moyens de protection incendie fixes est donné ci-dessous :

Zone	Type de protection	Débit max (m³/h)	Déclenchement	Réserve d'émulseur associée
Bâtiment B	1 RIA	15	Manuel	200
Bâtiment C	1 RIA	15	Manuel	200
Bâtiment D	1 RIA	15	Manuel	200
Bâtiment E	1 RIA	15	Manuel	200
Stockage de matières premières solides conditionnées (F et G)	2 RIA	15 par RIA	Manuel	200
Stockage des produits finis conditionnés (J, K, L, M)	1 poteau incendie de 150 mm externe	90	Manuel	/
	2 lances fixes		Manuel	2 x 200 litres émulseur à 6 %
Stockage de matières premières	1 poteau incendie de 150 mm externe	90	Manuel	/

liquides conditionnées (N)	Extincteurs			
Dépotage et stockage des solvants (P)	Fixe par déversoir à mousse	Instantané	Automatique	200 l

Les autres moyens d'intervention disponibles sont composés des différents extincteurs (une trentaine environ) répartis sur le site au niveau des différents bâtiments.

Les abords du site permettent une intervention rapide des services incendie et de secours, grâce notamment à :

- un poteau incendie de 150 mm sur la voie publique, situé à l'angle Nord-Est de la société Méditerranéenne de Salaisons, soit à 90 m de l'angle Sud-Est du site,
- Un poteau incendie de 150 mm (90 m³/h) sur la voie publique, en limite de propriété, situé entre le bâtiment administratif et le poste de transformation EDF.

En terme de moyens incendie nécessaires, les scénarios précédents montrent que le scénario dimensionnant serait un feu survenant sur le parc des produits finis.

La surface en feu retenu dans le cadre d'une intervention humaine est celle d'une cellule de stockage qui nécessiterait la mise en eau des deux lances de protection de la zone, soit un débit de 180 m³/h pour l'eau (90 m³/h pour l'attaque du feu avec un mélange eau et émulseurs et 90 m³/h en eau pour la protection des zones voisines). Ce débit est disponible sur site.

Pour un temps d'extinction estimé à 20 minutes, la quantité d'émulseur nécessaire serait de 1 800 l; les réserves actuelles seront donc augmentées. Ces réserves pourront également être utilisées en cas de départ de feu dans un des ateliers.

La collecte des eaux incendie (60 m³) sera effectuée par le réseau pluvial qui dirigera les eaux d'extinction vers le bassin de rétention de 200 m³. Ce volume permet de retenir les eaux correspondant à plus d'une heure d'extinction.

Afin de maintenir en permanence une capacité de rétention de 60 m³, le bassin de 200 m³ sera équipé d'une alarme de niveau qui déclenchera lorsque qu'il aura atteint 50 % de son remplissage une vidange partielle ou totale du bassin qui sera effectuée suivant la procédure prévue au point 1.5.1.1

Par ailleurs, un Plan d'Opération Interne (POI) a été établi pour le site CRAY VALLEY de SORGUES. Il formalise les conditions d'alerte et d'intervention en cas d'accident sur le site (incendie, fuite de gaz, atteinte de l'environnement, etc). En cas de déclenchement du POI, l'organisation des secours est placée sous la responsabilité du responsable d'établissement et de la cellule de crise CRAY VALLEY.

Des exercices sont organisés périodiquement (au minimum annuellement) en liaison avec la Sécurité Civile.

2. LA CONSULTATION ET L'ENQUETE PUBLIQUE

2.1. Consultation des Services Administratifs

2.1.1. Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales formule la remarque suivante:

S'agissant d'une installation en activité, il aurait été souhaitable d'effectuer des mesures de polluants produits par l'entreprise à proximité d'habitations les plus proches du site et dans les conditions (production, météo, etc) les plus pénalisantes. Ces mesures auraient permis de caler le modèle puis d'extrapoler les valeurs en fonction des 40% d'augmentation de la production. En conséquence, lorsque l'installation fonctionnera avec la nouvelle capacité de production, il conviendra, toujours dans les conditions les plus pénalisantes d'effectuer ces mesures sur quelques polluants traceurs sélectionnés, les modalités de ce contrôle étant inscrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2.1.2. Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Vaucluse émet un avis favorable et préconise de respecter les dispositions suivantes:

- 1°) Mettre en place des mesures constructives (mur coupe-feu...) ou organisationnelles (réduction des capacité de stockages,...) suffisantes de manière à ce que le flux thermique de 5 kW/m² ne dépasse pas les limites de l'enceinte de l'établissement.
- 2°) A défaut d'un autre procédé d'extinction, porter à deux fois 3 500 litres la réserve d'émulseur.
- 3°) En complément, l'exploitant doit prendre en compte le refroidissement de toute installation contenu dans l'enveloppe des 8 kW/m² (canons, rideaux d'eau, etc...).
- 4°) La nappe de liquides inflammables doit être confinée dans la cuvette de rétention et pour cela l'évacuation par le réseau pluvial dans le bassin de décantation doit être rendue impossible en cas de météorologie normale.
- 5°) S'assurer que le réseau sur lequel sont branchés les poteaux d'incendie puisse fournir un débit cumulé suffisant pour permettre d'éteindre un feu de cuvette (zone de stockage de produits finis conditionnés).

2.1.3. Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement émet un avis favorable sur ce dossier mais formule la remarque suivante :

En ce qui concerne plus particulièrement les accès, ceux-ci s'effectuent par la RD 183 . Il y a lieu de consulter le conseil général sur ce point.

2.1.4. Le Directeur Régional des Affaires culturelles informe le préfet qu'il n'édicterait sur le projet aucune prescription archéologique en application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée par la loi n° 2003-670 du 1^{er} août 2003 relative à l'archéologie préventive. Toutefois, il demande de rappeler au pétitionnaire que toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie devra être déclarée sans délai au maire de la commune conformément à l'article L 112-7 du Code de la construction et de l'habitation ainsi qu'à l'article 47 du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002.

2.1.5. Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement formule les remarques suivantes :

Le dossier correspond à l'augmentation de volume d'activité de l'entreprise actuellement existante. Elle est située dans la zone industrielle du Fournail dans un secteur ne présentant pas d'enjeu écologique fort. Le site est cependant situé à proximité de sites Natura 2000 et aurait dû à ce titre faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000.

Etant donné les faibles enjeux du secteur et l'existence de l'activité, il émet un avis favorable.

2.1.6. Madame l'inspectrice du travail, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Vaucluse, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France n'ont pas d'observations particulières à formuler sur ce projet.

2.1.7. Le Conseil Municipal de la commune de SORGUES émet un avis favorable à la présente demande.

2.2 Enquête Publique

2.2.1. L'enquête publique assurée par le Commissaire Enquêteur, Monsieur José BOUVIER, et prescrite par arrêté préfectoral du 6 septembre 2007, s'est déroulée sur les communes de SORGUES et BEDARRIDES du 1^{er} au 31 octobre 2007.

3 observations ont été mentionnées sur le registre d'enquête concernant notamment la présence d'établissements scolaires dans un rayon de moins de 1,5 km et le stockage de produits dangereux sur le site.

A l'issue de l'enquête, le commissaire Enquêteur a communiqué les observations du public au pétitionnaire lors de sa visite sur le site industriel le 6 novembre 2007. Celui-ci a répondu par courrier dans les douze jours prescrits à l'article 5 de l'arrêté préfectoral d'enquête.

2.2.2. Conclusions du Commissaire Enquêteur du 3 décembre 2007

Après consultation de l'exploitant et examen de ses réponses, le Commissaire Enquêteur émet un avis favorable en souhaitant que la société CRAY VALLEY continue ses efforts en matière de sécurité et mette en place rapidement les mesures visant à réduire ses émissions de composés organiques volatils afin de limiter ses rejets atmosphériques et en recommandant que toutes les améliorations visées dans son rapport soient opérationnelles le plus rapidement possible.

3. ANALYSE DES AVIS, QUESTIONS ET REMARQUES FORMULEES LORS DE LA PROCEDURE D'INSTRUCTION

Monsieur le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale

La remarque formulée sera prise en compte dans le projet arrêté préfectoral.

Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours du Vaucluse :

A l'occasion d'une réunion organisée sur le site le 25 avril 2008, le SDIS a apporté les modifications suivantes à son avis initial :

1^{ère} remarque :

Le SDIS considère que les barrières de protection mises en place (séparation par des murs coupe-feu en 4 zones, règles de stockage, 2 canons à mousse à poste fixe) sont suffisantes.

2^{ème} remarque :

Un essai a été réalisé sur le site par le SDIS le 25 avril 2008. A la suite de cet expérimentation, le SDIS préconise une réserve d'émulseur de 5000 litres pour l'extinction d'un incendie au niveau du feu de cuvette (stockage de produits finis conditionnés) ce qui conduit à prendre en compte, en rajoutant les réserves des autres moyens d'extinction (1200 litres), un besoin en émulseur sur le site de 6200 litres.

3^{ème} remarque :

Compte tenu des moyens de préventions mis en œuvre par l'exploitant au niveau du stockage de produits finis (murs coupe-feu, canon à mousse, réserve d'émulseurs, détection incendie avec report d'alarme), le SDIS considère que cette remarque est satisfaite.

4^{ème} remarque : RAS

5^{ème} remarque

Le SDIS préconise un débit cumulé d'eau d'incendie de 130 m³/h. Ainsi que cela est mentionné au point 1.6.2.2 ci-dessus, le site dispose d'un poteau privé de 90 m³/h et de deux poteaux publics de 90 m³/h chacun soit au total 270 m³/h. Ainsi que le prescrit le projet arrêté préfectoral, l'exploitant devra vérifier, que le débit cumulé de 130 m³/h est disponible en permanence.

Les remarques ainsi modifiées sont prises en compte dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement :

L'exploitant a précisé que les accès ne seront pas été modifié à l'occasion de l'extension projetée.

Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles :

La remarque formulée sera intégrée dans le projet d'arrêté préfectoral.

Réponse du Maître d'ouvrage aux questions du Commissaire Enquêteur :

Concernant la présence des établissements scolaires situés à 1,5 km du site : cette présence a été prise en compte dans le dossier de demande. Les rayons d'effets résultants de l'occurrence d'un des scénarii d'explosion ou d'incendie étudiés ne dépassent pas 250 mètres hors des limites du site.

Concernant la dangerosité des produits rejetés pour la santé des personnes et particulièrement des enfants : Le site n'utilise pas de produits classés R 40. Le site utilise principalement des matières premières inflammables et quelques produits classés R 48 : "pouvant présenter des risques d'effets graves en cas d'exposition prolongée".

Mais ces risques ne peuvent en aucun cas concerner les zones et les personnes situées à l'extérieur du site.

De plus, l'étude d'impact sanitaire montre que les risques sanitaires liés aux émissions atmosphériques du site ont été évalués quantitativement et que les niveaux de risque sur la santé sont inférieurs aux seuils de référence définis par les pouvoirs publics.

Le dossier conclut que l'augmentation de la production n'entraînera pas de nouvelle source potentielle d'impact sur les sols et les eaux souterraines car CRAY VALLEY n'augmentera pas les quantités de matières premières stockées mais seulement la fréquence d'approvisionnement.

4. ENJEUX DU PROJET

Les principaux enjeux de ce projet de demande sont les suivants :

- les émissions de COV résultant du fonctionnement de certaines installations (laveurs, hotte de filtration, extracteurs d'air ambiant),
- l'occurrence de scénarii d'incendie (zone dépotage de solvants, zone de stockage de produits finis conditionnés, zone de stockage des matières premières liquides conditionnées, zone extérieure de remplissage des citernes, ateliers, zone de rétention générale du site) susceptible de provoquer un flux thermique important,
- Les risques d'explosion au niveau des locaux chaufferie, lors du remplissage d'une citerne, provoqués par l'accumulation de vapeurs de solvants, au niveau d'une dilueuse ou d'un réacteur dans un atelier susceptibles de générer une surpression.

Il ressort de l'étude de dangers réalisée par l'exploitant que l'ensemble des barrières de prévention et de protection mises en place associé au respect des prescriptions réglementaires en vigueur et aux dispositions complémentaires imposées par l'inspection des installations classées permet de réintégrer l'ensemble des scénarii dans une zone de risque acceptable.

Concernant les rejets en composés organiques volatiles, le projet d'arrêté ci-joint, impose la mise en place d'un traitement des effluents gazeux suivant un échéancier de travaux.

5. PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Il résulte de l'analyse ci-dessus que le fonctionnement du site CRAY VALLEY à SORGUES faisant l'objet du présent rapport, n'est pas susceptible de présenter des risques de nuisances ou de dangers significatifs directs pour les populations environnantes mais qu'il convient de subordonner l'autorisation d'augmentation de la capacité sollicitée à une amélioration significative des rejets en COV et à des moyens de protection et de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus.

Les prescriptions annexées au projet d'arrêté préfectoral ci-joint, répondent à cet objectif, prennent en compte les remarques formulées par les services, intègrent les dispositions prises par l'exploitant pour

limiter les impacts du site sur les personnes et les biens et fixent les valeurs seuils pour la qualité et les flux des rejets dans l'air et dans l'eau.

Par ailleurs des dispositions concernant la réalisation de certains aménagements complémentaires ont été intégrées à ces prescriptions. Elles concernent notamment :

- la réalisation de mesures du niveau sonore,
- des mesures complémentaires sur quelques polluants traceurs sélectionnés émis par le site à proximité d'habitations les plus proches permettant d'évaluer l'incidence sur l'impact sanitaire du site de l'augmentation de la capacité de production projetée.
- la limitation du flux horaire de COV rejetés.

6. CONCLUSION ET PROPOSITION

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose au CODERST d'émettre un avis favorable à la demande d'extension d'activité présentée par la société CRAY VALLEY à SORGUES.

L'Inspecteur des Installations Classées

Vérifié et validé,
L'ingénieur de l'industrie et des mines,

Vu et transmis avec avis conforme,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de groupe de subdivisions,

P.J. : 1 projet d'arrêté
1 plan de situation